7 VII 1951
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 27 avril 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux mesures qui peuvent être appliquées aux officiers ne donnant pas satisfaction", a donné en sa séance du 29 mai 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 27ste April 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de maatregelen die op de officieren die geen voldoening schenken, kunnen worden toegepast", heeft ter zitting van 29 Mei 1951 het volgend advies gegeven :

I.

L'article 118 de la Constitution dispose que la loi règle "l'avancement, les droits et les obligations des militaires", et l'article 124 que "les militaires ne peuvent être privés de leurs grades, honneurs et pensions que de la manière déterminée par la loi ". C'est en vertu de ces articles que le statut des officiers fut réglé par le législateur.

La loi du 16 juin 1836 concernant la perte des grades des officiers de l'armée prévoit que le Roi peut prononcer la perte du grade après avis d'un conseil d'enquête, lorsque les faits reprochés à l'officier rentrent dans un des quatre cas prévus à l'article 1er. Les deux premières hypothèses sont extrêmement larges; elles prévoient en effet : "les faits graves non prévus par les lois qui sont de nature à compromettre l'honneur et la dignité de la profession des armes ou la subordination militaire" et "la manifestation publique d'une opinion hostile à la monarchie constitutionnelle, aux institutions fondamentales de l'Etat, aux libertés garanties par la Constitution ou pour offense à la personne du Roi ".

La législation prévoit, en outre, d'autres mesures, notamment la mise en non-activité par mesure disciplinaire et la mise à la pension pour inaptitude.

.../...

L'article 5 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers et l'article 8 de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne énumèrent les diverses positions dans lesquelles un officier peut se trouver : ces articles prévoient notamment la non-activité par mesure disciplinaire qui est "la position de l'officier que sa conduite ou sa manière de servir oblige à éloigner de son emploi sans que toutefois la nature ou la gravité des infractions commises puisse motiver la mise en jugement ou provoquer la perte du grade".

De leur côté, les lois coordonnées sur les pensions militaires prévoient la mise à la pension par mesure disciplinaire applicable uniquement aux officiers qui sont dans la position de non-activité par mesure disciplinaire et la mise à la pension pour inaptitude "à exercer les fonctions de leur grade". Cette inaptitude doit être interprétée comme étant l'inaptitude professionnelle et morale depuis que la loi du 13 juillet 1934 a fixé des dispositions spéciales pour l'inaptitude physique.

Le but du projet n'est pas de créer des mesures nouvelles, mais d'instituer une procédure préalable à la perte du grade, la mise en non-activité par mesure disciplinaire et la mise à la pension pour inaptitude.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à cette observation.

.../...

II.

L'article 1er du projet, en décidant que les mesures précitées s'appliqueront aux officiers qui ne donnent plus satisfaction dans l'accomplissement de leurs devoirs, introduit une terminologie étrangère aux textes légaux et semble vouloir innover.

Telles ne sont pas les intentions du Gouvernement qui organise une procédure pour l'application de ces mesures aux seuls officiers qui tombent sous le coup des lois existantes. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y aurait lieu de remplacer l'expression "officiers qui ne donnent plus satisfaction dans l'accomplissement de leur devoir", par les mots "officiers indignes ou inaptes à exercer les fonctions de leur grade" aussi bien dans l'intitulé du projet que dans son article 1er.

III.

Selon le rapport au Prince Royal, "à l'instar de ce qui a été admis pour les autres départements ministériels, des mesures doivent être prises pour la défense de la fonction publique". Cette phrase fait allusion à l'arrêté royal du 5 février 1951 relatif à la défense de la fonction publique, arrêté s'appliquant aux agents de l'Etat soumis au statut du 2 octobre 1937.

Le projet cependant ne prend pas de mesures spéciales, ce qu'il ne pourrait faire étant donné le caractère légal du statut de l'officier. Il se borne

.../...

à prévoir que le Ministre pourra dans ce cas confier l'enquête à une commission composée de trois membres, qui sera chargée de faire les propositions dont il est question à l'article 1er.

Pour répondre aux intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de prévoir que cette procédure spéciale peut avoir lieu lorsque "l'intérêt public le justifie".

Pour observer des règles traditionnelles à l'armée, il y aurait lieu de prévoir que les membres de la commission devront être revêtus d'un grade supérieur à celui de l'officier intéressé ou tout au moins être plus anciens dans le même grade.

\+

\+ \+

Le projet n'appelle, pour le surplus, que des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL INSTITUANT UNE PROCEDURE EN VUE DES MESURES A PRENDRE A L'EGARD DES OFFICIERS INAPTES OU INDIGNES.

BAUDOUIN, Prince Royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

.../...

Vu la loi du 16 juin 1836 concernant la perte des grades des officiers de l'armée;

Vu les lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, notamment l'article 3, modifié par la loi du 13 juillet 1934;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, notamment les articles 2 et 5, 5°;

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, notamment les articles 5 et 8, 5°;

Vu l'arrêté royal du 12 novembre 1838 réglant le mode d'exécution de la loi sur la perte du grade des officiers de l'armée, notamment le titre 1er;

Vu l'article 27 du règlement de discipline approuvé par l'arrêté royal du 30 mai 1916;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1923 réglant l'exécution des lois coordonnées sur les pensions militaires, notamment l'article 2;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-

Le supérieur hiérarchique qui constate qu'un officier paraît indigne ou inapte à exercer les fonctions de son grade rédige un rapport circonstancié.

Ce rapport accompagné des avis éventuels des chefs intermédiaires est porté à la connaissance de l'officier intéressé. Celui-ci y appose sa signature sous la mention "Vu"; il peut dans un délai de huit jours à dater de sa signature y joindre un mémoire justificatif.

Article 2.-

Le dossier ainsi constitué est transmis au commandant du corps d'armée ou à l'autorité qui en exerce les attributions vis-à-vis de l'intéressé.

Si le commandant du corps d'armée ou l'autorité qui en exerce les attributions estime qu'il y a lieu de donner suite à ce rapport, il fait parvenir à Notre Ministre de la Défense nationale soit une proposition de mise en non-activité par mesure disciplinaire ou de mise à la pension par application de l'article 3, A, 2°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, soit le rapport préalable à la convocation du conseil d'enquête dont il est question à l'article 2 de la loi du 16 juin 1836 concernant la perte des grades des officiers de l'armée.

Article 3.-

§ 1er. Lorsque l'officier intéressé ne se trouve pas sous l'autorité d'un commandant de corps d'armée ou

.../...

d'une autorité qui en exerce les attributions, Notre Ministre de la Défense nationale peut procéder à l'enquête ou charger une haute autorité militaire qu'il désigne, de dresser le rapport et les propositions dont il est question à l'article 1er.

§ 2. Lorsque l'intérêt public le justifie, Notre Ministre de la Défense nationale peut procéder à l'enquête ou charger une commission de trois membres qu'il désigne, de dresser le rapport et les propositions dont il est question à l'article 1er.

(voir observation dans l'avis).

Article 4.-

Si la nature des faits ou les circonstances exigent le secret, le rapport et les avis ne sont pas immédiatement communiqués à l'officier intéressé. Celui-ci aura toutefois connaissance de ces documents et sera admis à faire valoir ses moyens de défense soit verbalement, soit par écrit, avant qu'une décision soit prise à son égard.

Cette communication n'est pas requise si Notre Ministre de la Défense nationale ne donne pas suite au rapport.

Article 5.-

Les articles 1er et 2 de l'arrêté royal du 12 novembre 1838 réglant le mode d'exécution de la loi sur la perte du grade des officiers de l'armée sont abrogés.

.../...

Article 6.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 7.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

Artikel 118 van de Grondwet bepaalt dat de wet "de bevordering, de rechten en de verplichtingen der militairen" regelt, en artikel 124 dat "de militairen uit hun graden, ererechten en pensioenen niet ontzet kunnen worden dan op de bij de wet bepaalde wijze". Op grond van deze artikelen heeft de wetgever het statuut van de officieren geregeld.

De wet van 16 Juni 1836 betreffende het verlies van de graad bij de officieren van het leger, bepaalt dat de Koning de beroving van de graad kan uitspreken na advies van een onderzoeksraad, wanneer de feiten die de officier ten laste worden gelegd tot een van de vier in artikel 1 genoemde gevallen behoren. De eerste twee gevallen zijn uiterst ruim genomen, vermits zij doelen op "de zware inbreuken die, niet bij de wetten bepaald, van zodanige aard zijn dat zij de eer en de waardigheid van het wapenberoep of de militaire gehoorzaamheid in het gedrang brengen"en op"de openbare uiting van een vijandige mening ten aanzien van de grondwettelijke monarchie, van de fundamentele instellingen van de Staat, van de door de Grondwet gewaarborgde vrijheden" of op de "belediging aan 's Konings persoon".

De wetgeving kent nog andere maatregelen, namelijk het op non-activiteit stellen bij tuchtmaatregel en het op pensioen stellen wegens ongeschiktheid.

Artikel 5 van de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren en artikel 8 van de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering der officieren van de luchtmacht geven een

.../...

opsomming van de verschillende toestanden waarin een officier zich kan bevinden, onder meer in non-activiteit bij tuchtmaatregel, dit is "de toestand van de officier die wegens zijn gedrag of zijn wijze van dienen uit zijn betrekking moet ontzet worden, zonder dat hij uit hoofde van de aard of de ernst van de gepleegde misdrijven voor het gerecht moet worden gebracht of van zijn graad beroofd".

Hunnerzijds spreken de samengeordende wetten op de militaire pensioenen over het op pensioen stellen bij tuchtmaatregel dat alleen toepasselijk is op de officieren die zich in de toestand van non-activiteit bij tuchtmaatregel bevinden, alsmede over het op pensioen stellen wegens ongeschiktheid "om het ambt van hun graad uit te oefenen". Deze ongeschiktheid moet in de zin van beroeps- en morele ongeschiktheid worden verstaan sinds de wet van 13 Juli 1934 bijzondere bepalingen voor de lichamelijke ongeschiktheid heeft vastgesteld.

Het ontwerp strekt er niet toe nieuwe maatregelen in te voeren, doch wel een procedure tot stand te brengen die aan de beroving van de graad, het op non-activiteit stellen bij tuchtmaatregel en het op pensioen stellen wegens ongeschiktheid voorafgaat.

De Raad van State stelt een tekst voor, die met deze opmerking rekening houdt.

.../...

II.

Waar artikel 1 beslist dat de voornoemde maatregelen van toepassing zijn op de officieren die bij de vervulling van hun taak geen voldoening meer schenken, gebruikt het een terminologie die niet aansluit bij de wetteksten, en schijnt het dus een nieuwigheid te willen invoeren.

Zulks ligt echter niet in de bedoeling van de Regering die een procedure inricht voor de toepassing van die maatregelen op die officieren alleen op wie de bestaande wetgeving van toepassing is. De Raad van State is van advies dat de uitdrukking "officieren die bij het vervullen van hun taak geen voldoening meer schenken" in de titel van het ontwerp als in artikel 1 moet worden vervangen door de woorden : "officieren onwaardig of ongeschikt om het ambt van hun graad uit te oefenen".

III.

Volgens het verslag aan de Koninklijke Prins, "dienen, naar het voorbeeld van wat voor de andere ministeriële departementen werd ingevoerd, maatregelen genomen ter bescherming van het openbaar ambt". Dit is een zinspeling op het koninklijk besluit van 5 Februari 1951 betreffende de verdediging van het openbaar ambt, welk besluit van toepassing is op het Rijkspersoneel dat aan het statuut van 2 October 1937 is onderworpen.

Het ontwerp neemt echter geen bijzondere maatregelen, hetgeen het trouwens niet zou kunnen, gelet op het wettelijk karakter van het officierenstatuut.

.../...

Het bepaalt alleen dat de Minister in dat geval het onderzoek kan toevertrouwen aan een commissie van drie leden, die er mede belast wordt de voorstellen waarvan in artikel 1 sprake, te doen.

De Raad van State is van advies dat om aan de bedoeling van de Regering te beantwoorden er reden is om te bepalen dat deze bijzondere procedure kan gevolgd worden wanneer "het algemeen belang zulks wettigt".

Ten einde regelen die in het leger traditioneel zijn na te leven, ware het wenselijk te bepalen dat de leden van de commissie een hogere graad moeten hebben dan die van de belanghebbende officier, of althans meer anciënniteit moeten bezitten in dezelfde graad.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp alleen opmerkingen betreffende de vorm te maken, waarmee rekening is gehouden in de onderstaande tekst :

KONINKLIJK BESLUIT TOT INSTELLING VAN EEN PROCEDURE MET HET OOG OP DE MAATREGELEN TE NEMEN TEN AANZIEN VAN DE ONGESCHIKTE OF ONWAARDIGE OFFICIEREN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 Juni 1836 betreffende de beroving van graad bij de officieren van het leger ;

/

Gelet op de wetten op de militaire pensioenen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 11 Augustus 1923, namelijk op artikel 3, gewijzigd bij de wet van 13 Juli 1934 ;

Gelet op de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, namelijk op de artikelen 2 en 5, 5° ;

Gelet op de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, namelijk op de artikelen 5 en 8, 5° ;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 November 1838 tot regeling van de uitvoeringswijze van de wet betreffende de beroving van graad bij de officieren van het leger, namelijk op titel I ;

Gelet op artikel 27 van het tuchtreglement, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 30 Mei 1916 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 November 1923 ter regeling van de uitvoering der samengeordende wetten op de militaire pensioenen, namelijk op artikel 2 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De hiërarchische meerdere die vaststelt dat een officier onwaardig of ongeschikt schijnt om het ambt van zijn graad uit te oefenen, stelt een omstandig verslag op.

Van dat verslag, alsmede van de gebeurlijke adviezen van de intermediaire, wordt aan de betrokken officier kennis gegeven ; deze plaatst er zijn handtekening op onder de vermelding "gezien"; binnen een termijn van acht dagen te rekenen van zijn handtekening , kan hij er een memorie van verantwoordig aan toevoegen.

Artikel 2.-

Het aldus samengesteld dossier wordt overgemaakt aan de commandant van het legerkorps of aan de overheid welke diens bevoegdheid ten aanzien van de belanghebbende uitoefent.

Indien de commandant van het legerkorps of de overheid welke diens bevoegdheid uitoefent van oordeel is dat aan dit verslag gevolg moet worden gegeven, doet hij aan Onze Minister van Landsverdediging toekomen, hetzij een voorstel tot op non-activiteit stelling bij tuchtmaatregel of tot op pensioen stelling bij toepassing van artikel 3, A, 2°, van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, hetzij het verslag dat voorafgaat aan de bijeenroeping van de onderzoeksraad waarvan sprake in artikel 2 van de wet van 16 Juni 1836 betreffende het verlies van de graad van de officieren van het leger.

Artikel 3.-

§ 1. Wanneer de betrokken officier niet staat onder het gezag van een commandant van een legerkorps of van een overheid welke diens bevoegdheid uitoefent, dan kan Onze Minister van Landsverdediging het onderzoek doen of een hoge militaire overheid die hij aanwijst,er mede

.../...

belasten het verslag en de voorstellen waarvan sprake in artikel 1 op te maken.

§ 2. Wanneer het openbaar belang dit wettigt, kan Onze Minister van Landsverdediging het onderzoek doen of een commissie van drie leden die hij aanwijst er mede belasten het verslag en de voorstellen waarvan sprake in artikel 1 op te maken.

(zie opmerking in het advies).

Artikel 4.-

Indien wegens de aard van de feiten of de omstandigheden geheimhouding geboden is, worden het verslag en de adviezen niet onmiddellijk aan de betrokken officier medegedeeld. Deze zal echter van die stukken inzage nemen en zal zijn verweermiddelen, hetzij mondeling, hetzij schriftelijk, mogen voordragen, vooraleer een beslissing te zijnen aanzien wordt genomen.

Deze mededeling is niet vereist, indien Onze Minister van Landsverdediging aan het verslag geen gevolg geeft.

Artikel 5.-

De artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 12 November 1838 tot regeling van de uitvoeringswijze van de wet betreffende het verlies van de graad van de officieren van het leger, worden opgeheven.

.../...

Artikel 6.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 7.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président,

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

J.VAUTHIER, assesseurs de la section de législation,
F.DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.